

Introduction

Iconographies rebelles

Sociologie des formes graphiques de contestation

Xavier Crettiez et Pierre Piazza



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/conflits/18768>

DOI : 10.4000/conflits.18768

ISSN : 1777-5345

Éditeur :

CECLS - Centre d'études sur les conflits - Liberté et sécurité, L'Harmattan

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2013

Pagination : 7-11

ISBN : 978-2-343-02618-3

ISSN : 1157-996X

Référence électronique

Xavier Crettiez et Pierre Piazza, « Iconographies rebelles », *Cultures & Conflits* [En ligne], 91/92 | automne/hiver 2013, mis en ligne le 31 décembre 2014, consulté le 31 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/conflits/18768> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/conflits.18768>

Creative Commons License

Introduction

Iconographies rebelles

Sociologie des formes graphiques de contestation

Xavier CRETTIEZ, Pierre PIAZZA

Xavier Crettiez est Professeur de science politique à l'université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines et chercheur au CESDIP. Spécialiste des violences ethno-nationalistes et de la sociologie de la mobilisation, il a récemment codirigé avec Isabelle Sommier, Les dimensions émotionnelles du politique, Rennes, PUR, 2012 et a coécrit avec Pierre Piazza, Murs rebelles, Paris, Karthala, 2013. Deux articles récents complètent cette étude sur la sociologie de la violence : « High Risk Activism : Essai sur le processus de radicalisation violente », Pôle sud, n°34, 2011 et n°35, 2011.

Pierre Piazza est Maître de conférences en science politique à l'université de Cergy-Pontoise (CESDIP/LEJEP). Ses travaux portent sur le nationalisme d'État, la socio-histoire du politique, l'iconographie contestataire et les enjeux de l'identification des personnes. Il a notamment rédigé et coordonné les ouvrages suivants : Histoire de la carte nationale d'identité (Paris, Odile Jacob, 2004) ; (avec Xavier Crettiez) Du papier à la biométrie. Identifier les individus (Paris, Presse de Science Po, 2006) ; Aux origines de la police scientifique. Alphonse Bertillon, précurseur de la science du crime (Paris, Karthala, 2011) ; (avec Ayse Ceyhan) L'identification biométrique. Champs, acteurs, enjeux et controverses (Paris, Presses de la MSH, 2011). Il publiera prochainement avec Xavier Crettiez Murs rebelles. L'iconographie nationaliste en Corse, Euskadi et Irlande du Nord (Paris, Karthala, automne 2013).

Si pour certains les inscriptions murales dans les grandes agglomérations traduisent un simple besoin d'embellir, pour d'autres un désir de subvertir, quelques régions ou pays connaissent un usage nettement plus immédiatement idéologique des façades urbaines. L'iconographie et l'écriture sauvage ont ainsi fleuri lors des printemps arabes, pérennisant une pratique de la contestation que les caméras du monde entier ont subitement mise en lumière ¹. Ailleurs, comme en Irlande du Nord, au Pays Basque ou en Corse, les velléités rebelles associent un usage de la violence physique à une pratique

intensive du bombage militant dont les *Murals* de Belfast aux dimensions impressionnantes constituent l'exemple le plus célèbre ². Si les zones en conflit sont souvent propices à un investissement des murs publics, instituant les référents belliqueux ou les mots d'ordre idéologiques en éléments culturels de la guerre, d'autres espaces publics plus pacifiés offrent de semblables opportunités pour se faire connaître, déjouer la censure des médias officiels, faire entendre sans relais organisationnels sa voix protestataire, exister à peu de frais dans le champ politique, etc.

S'intéresser aux murs bavards ³ – comme le propose ce numéro qui ne saurait prétendre à l'exhaustivité ⁴ – revient à suggérer une triple rupture avec l'observation traditionnelle du politique. C'est tout d'abord s'intéresser à la parole politique via une analyse par le bas qui refuse de se focaliser sur les seuls discours officiels des entrepreneurs de cause, qu'ils émanent de l'État ou d'acteurs opposés à la logique de la puissance publique. C'est également penser la politisation des acteurs par le biais de pratiques de contestation jusqu'alors marginalement étudiées en prenant le risque de la délicate appréciation de la réception et de la toute aussi difficile identification de graffeurs souvent soucieux de préserver leur anonymat ou de masquer leur identité. C'est enfin légitimer des objets ou des espaces mineurs dans et par lesquels prend forme une parole publique qui trouve dans l'agora sauvage et inorganisée un espace privilégié d'expression. Si cette mesure de la politisation présente de nombreuses difficultés d'ordre méthodologique (penser les réactions que génèrent les images et messages diffusés, connaître avec certitude l'identité politique et les motivations des acteurs iconographiques, appréhender la temporalité d'inscriptions que seule l'usure du temps parvient à rendre invisible, etc.), elle s'avère riche d'enseignements en permettant de saisir sans censure ni médiation une parole politique « *grassroots* » qui, directement, manifeste une colère ou formule une revendication.

Lyman Chaffee ⁵, un des sociologues les plus soucieux de prendre au sérieux ces paroles inscrites qui donnent sens à un combat et éclairent la dynamique d'une société, parle du *street art* comme d'un médium de basse techno-

1. Sur l'usage récurrent des graffitis dans les pratiques militantes arabes, voir Abdeljawab S., « Les sources primaires de l'intifada », *Revue d'études palestiniennes*, 36, été 1990 et Peteet J., « The Writing on the Walls: The Graffiti of the Intifada », *Cultural Anthropology*, 11-2, 1996.
2. Roston B., *Politics and Painting. Murals and Conflict in Northern Ireland*, Londres, Associated University Press, 1991.
3. Plaichingert T., Ulmer B. et Boulogne D., *Les murs réclament*, Paris, Éd. Alternatives, 1986.
4. On pense bien sûr au cas nord irlandais déjà fortement étudié ou aux historiques *Murales* mexicains : Folgarait L., *Mural Painting and Social Revolution in Mexico, 1920-1940*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998. Voir aussi le travail de Damien Simonneau présenté lors de la ST 51 du 12^{ème} Congrès de l'AFSP en juillet 2013 à Paris, intitulé « Art et murs. Exemples de subversions artistiques de séparations sécuritaires ». En France, le séminaire de l'EHESS, animé par Francesca Cozzolino, met l'accent depuis quelques années sur ces pratiques d'écritures murales.
5. Chaffee L., *Political Protest and the Street Art. Popular Tools for Democratization in Hispanic Countries*, Londres, Greenwood Press, 1993.

logie (*low technology medium*) dont les finalités sont multiples. On en citera quelques-unes qui témoignent des ambitions activistes analysées dans ce numéro : soutenir une politique d'État lorsque le graff répond à un encouragement des pouvoirs publics ; contester, railler ou détourner les slogans et figures officiels (le travestissement comme stratégie de contournement de la censure) particulièrement lorsque l'accès à l'espace public est rendu délicat ou dangereux par la mainmise autoritaire d'un régime ; exister politiquement en investissant l'espace mural urbain faute de pouvoir inscrire ses revendications dans les arènes officielles médiatiques ou partisanes ; forcer les médias officiels à évoquer son combat en mettant sur agenda des thématiques jusqu'alors tues ou déjouer les censures médiatiques ; faire de la propagande électorale à peu de frais par une surabondance d'appels au soutien partisan ; utiliser les murs comme des supports d'annonces événementielles ; marquer un territoire de son empreinte politique et en disputer le monopole aux autorités ou à une communauté rivale que souvent l'on menace ou intimide ; inscrire géographiquement sa marque identitaire afin de s'appropriier symboliquement des espaces territoriaux ; défendre sa culture et sa langue en usant de l'idiome local ; faire exister concrètement une réalité proclamée (un peuple, une classe, une nation) en la matérialisant de façon particulièrement visible, etc.

L'ensemble des contributions ici réunies souligne l'importance du rôle de l'iconographie politique dans ces stratégies de mobilisation des acteurs protestataires ou étatiques.

Dans un premier texte de mise en perspective, Alexandre Dézé, un des rares politistes ⁶ à avoir mobilisé dans ses travaux l'image comme objet d'étude à part entière et pas seulement à des fins illustratives de ses écrits, propose une grille de lecture scientifique de l'iconographie en sciences sociales. Il plaide pour des recherches ambitieuses permettant à l'image de sortir de son statut d'objet d'étude mineur, car frivole et manipulable, et de rencontrer, à l'ère du numérique et du tout visuel, l'intérêt des *social scientists* ⁷. Partant de ce sain encouragement, les articles qui suivent rendent possible le croisement d'analyses issues de champs disciplinaires différents et d'articuler dans une perspective comparative des réflexions stimulantes sur l'iconographie comme moyen d'institutionnalisation, comme arme de contestation ou comme instrument de mobilisation.

Philippe Buton, spécialiste de l'imagerie communiste ⁸, développe une réflexion sur l'histoire de l'iconographie révolutionnaire telle qu'elle a pu être

6. Voir sa réflexion sur l'image politique in Favre P., Fillieule O. et Jobard F. (eds.), *L'atelier du politiste*, Paris, La Découverte, 2010.

7. Voir les réflexions sur le rôle de l'image dans les conflits violents de Neville Bolt, *The Violent Image. Insurgent Propaganda and the New Revolutionaries*, New York, Columbia University Press, 2012.

8. Voir notamment Buton P., « L'adieu aux armes ? L'iconographie communiste française et italienne depuis la libération », *Vingtième siècle*, 80, 2003.

mobilisée par les divers mouvements d'obédience communiste en bute, d'abord à la social-démocratie, ensuite aux divisions internes entre chapelles gauchistes, libertaires et strictement communistes. Cet historien montre ainsi très bien les usages qui ont pu être faits d'une iconographie riche et variée à des fins de différenciation entre groupes d'extrême gauche et un parti communiste qui a longtemps préempté certains symboles forts à l'image de la faucille et du marteau. La distinction passe par un effort d'inventivité (le bréviaire bestiaire ou la symbolique étoilée révolutionnaire en font partie) qui va se prolonger jusqu'au NPA, manifestant dans ses mutations, les transformations à l'œuvre de la doctrine à la gauche de la gauche. Sur un tout autre terrain, Francesca Cozzolino tire de sa thèse de doctorat une très belle étude des « *murales* » dans le village d'Orgosolo en Sardaigne, initialement compris comme un mode de contestation de l'installation d'une base de l'OTAN sur le territoire italien, devenus au fil du temps des éléments à part entière du patrimoine historique régional qui servent à mettre touristiquement en valeur le centre de l'île et à la commémoration des valeurs rurales activistes d'une Sardaigne quelque peu fantasmée. Cette anthropologue rappelle ainsi opportunément, ici comme ailleurs ⁹, les mutations des pratiques culturelles investies par divers acteurs (État, région, acteurs économiques, associations) en relais institutionnels d'un discours consensuel.

Mais bien sûr, l'iconographie est avant tout un formidable vecteur de la contestation, qu'il incarne ou dont il témoigne, lorsque s'opposer physiquement s'avère trop dangereux. Cécile Boëx le montre avec finesse en portant son regard sur le terrain syrien, dont la guerre, rappelle-t-elle, a débuté suite aux arrestations et tortures d'enfants accusés d'avoir inscrit sur les murs des paroles raillant l'autorité du Raïs alaouite. L'image dans un conflit asymétrique en milieu autoritaire est un enjeu majeur pour des protestataires invisibles dans l'arène publique officielle qui cherchent à la fois à exister politiquement, à sensibiliser l'opinion publique et à s'attribuer des actions que le régime leur dénie. Le graffiti sauvage sert cette exigence de visibilité mais permet aussi de marquer les territoires contestés au pouvoir, de subvertir les marques de l'hégémonie du trait de la moquerie ou de l'humour et plus encore d'afficher aux yeux de tous son courage et sa résistance à l'oppression. Cette même ambition de résistance se retrouve sur d'autres terrains, à la conflictualité moindre, et aux légitimités d'action plus contestables. C'est ce dont témoigne Xavier Crettiez qui complète ses analyses des périphéries violentes ¹⁰ par une étude montrant comment l'iconographie abertzale au Pays basque est érigée en véritable outil de constitution d'une communauté de résistance. Disposant

-
9. C'est bien sûr le cas en Irlande du Nord à l'issue des accords de Stormont et de la mainmise par les autorités municipales sur les murals guerriers, devenus, entre autres, des attractions mémorielles aux finalités touristiques. Voir Hill A. et White A., "Painting Peace. Murals and the Northern Ireland Peace Process", *Irish Political Studies*, 27/1, 2012.
10. Crettiez X., *Violence et nationalisme*, Paris, Odile Jacob, 2006 et *Les violences politiques en Europe* (en co-direction avec Laurent Mucchielli), Paris, La Découverte, 2010.

d'un matériau de recherche important, collecté à l'occasion d'une couverture de plus des deux-tiers des axes routiers de la région, l'auteur propose un regard précis sur la réalité de la scène iconographique abertzale et en décrypte les logiques. Derrière une rationalité instrumentale en quête d'une visibilité politique, ce sont des logiques faisant intervenir l'affectuel et l'émotionnel qui président à la constitution d'un corpus iconographique. L'objectif reste la mobilisation militante via le déploiement de dispositifs de sensibilisation destinés à activer une gamme large de sentiments, prémisse à l'action militante. Dans une perspective similaire et sur un terrain proche, Xavier Crettez et Pierre Piazza proposent un travail sur l'iconographie nationaliste en Corse, assez peu variée dans son expression mais omniprésente sur ce territoire insulaire. Si la mobilisation militante reste assurément une des motivations de l'expression graphique, les auteurs insistent sur la constitution d'un nationalisme de la quotidienneté amené à se naturaliser dans l'espace public en raison d'inscriptions multiples dont la sur-visibilité rend le message délivré presque imperceptible aux yeux des passants. En cherchant à mesurer la réception des traces iconographiques par ceux qui y sont confrontés, les chercheurs dévoilent une des ambitions réussies des entrepreneurs de cause identitaire : fondre l'idéal nationaliste dans une esthétique de la violence – représentation de la cagoule – qui assure aux formations clandestines une posture hégémonique dans l'espace public comme dans l'espace cognitif politique.

Deux articles achèvent ce numéro en engageant une réflexion à la fois sur les formes de mobilisation contestataire mais également sur la façon dont l'État peut recourir à l'iconographie à des fins d'acceptation du régime ou de légitimation des outils de contrôle des individus. Fabrice Andréani propose une étude menée dans le Venezuela d'Hugo Chavez où agissent des milices et groupes organisés chargés de participer à la glorification du régime à travers la valorisation d'une riche iconographie politique. Reposant sur de nombreux entretiens réalisés avec des bombours, son travail dévoile les éléments d'une carrière biographique militante qui souvent échappe aux rets du régime, aboutissant à une position ambiguë de critique feutrée de la politique nationale, tout en conservant des liens avec les organisations d'encadrement militant proche de l'État. Sur un tout autre terrain, Pierre Piazza ¹¹ pose un double regard sur l'iconographie liée à la biométrie et à la surveillance identitaire qu'elle émane des acteurs étatiques soucieux de faire accepter les évolutions technologiques d'encadrement des individus ou des mouvements anti-biométriques mêlant le détournement moqueur, l'indignation et l'inquiétude pour mieux dénoncer les dangers d'une société de contrôle.

11. Voir notamment Piazza P. (en co-direction avec Ayse Ceyhan), *L'identification biométrique. Champ, acteurs, enjeux et controverses*, Paris, Maison des sciences de l'homme, 2011.